

## **THEME I : INDEPENDANCE CHA !CHA ! DANSER ENFIN LE BON PAS**

*« La République du Congo a été proclamée et notre pays est maintenant entre les mains de ses propres enfants. Ensemble, mes frères, mes sœurs, nous allons commencer une nouvelle lutte, une lutte sublime qui va mener notre pays à la paix, à la prospérité et à la grandeur. Nous allons établir ensemble la justice sociale et assurer que chacun reçoive la juste rémunération de son travail.*

*Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique tout entière. »*  
(Patrice Emery LUMUMBA, 30 juin 1960)

### **PANAFRICANISME ET INDEPENDANCE : ROLE DES MOUVEMENTS DE LIBERATION DANS LE PROCESSUS D'UNITE AFRICAINE**

Par **MOUKOKO PRISO** ( *Elena Mbuyinga* )  
Professeur de Mathématiques  
Institut Supérieur de Pédagogie (ISP/IPSOM), Mbouo/Bandjoun  
Secrétaire Général de l'UPC  
CAMEROUN

Dans son livre *Panafricanisme ou Communisme ?*, publié en traduction française en 1960 chez *Présence Africaine* à Paris, et dont l'édition originale en anglais est parue à Londres en 1955, Georges Padmore, l'un des historiens les plus connus du Panafricanisme, rapporte que l'idée est due à l'avocat antillais Henry Sylvester-Williams, de Trinidad. C'est Sylvester-Williams qui eut l'idée de convoquer une conférence africaine à Londres en 1900, « pour combattre les politiques agressives des impérialistes anglais ». Et c'est cette réunion qui « mit le mot **Panafricanisme** dans le dictionnaire pour la première fois ».

Mais déjà, Padmore souligne que si en 1955, « le Panafricanisme devient partie intégrante du nationalisme africain », s'il est ainsi né du besoin de solidarité, il sert aussi « de phare dans la lutte pour l'autodétermination, qui est la condition préalable de fédérations régionales (...) qui pourraient un jour devenir par étapes une fédération panafricaine d'Etats-Unis ».

L'idée de Panafricanisme est donc, dès sa naissance, totalement liée à celle de l'Indépendance, que Padmore appelle en 1955 « autonomie », et à celle, précise, des Etats-Unis d'Afrique.

Nous passons sur les 4 premiers Congrès Panafricains qui se sont tenus entre les deux guerres mondiales. Mais il convient de rappeler quelques points au sujet du 5<sup>ème</sup> Congrès, car il marque un véritable tournant dans l'histoire du Panafricanisme.

#### **Le 5<sup>ème</sup> Congrès Panafricain et la question de l'indépendance et de l'unité africaine**

Réuni à Manchester en mars et octobre 1945, l'organisation de ce congrès eut essentiellement pour cheville ouvrière le duo constitué par Kwame Nkrumah et George Padmore de Trinidad. Nkrumah présente comme suit le 5<sup>ème</sup> Congrès Panafricain :

« Bien que cette Conférence fût la cinquième en date, elle se distingue des quatre précédentes du point de vue résonance, optique et idéologie. Tandis que celles-là étaient soutenues plus particulièrement par des intellectuels de la classe moyenne et par des réformistes noirs de la bourgeoisie, le Cinquième Congrès Panafricain réunissait des ouvriers, des syndicalistes, des cultivateurs, des représentants de Coopératives, des étudiants africains et d'autres étudiants de couleur. Comme la plupart des participants au Congrès étaient des Africains, l'idéologie fut le Nationalisme Africain, révolte du nationalisme africain contre le colonialisme, le racisme et l'impérialisme en Afrique. Et alors, le nationalisme africain « devint en effet, un mouvement massif placé sous le signe de « l'Afrique aux Africains » ». (in GHANA, autobiographie de Kwame NKRUMAH, Présence Africaine, 1960, p.66)

Dès la fin de la guerre, en 1945-46, Nkrumah entame une activité soutenue pour établir des relations militantes avec les personnalités des pays d'Afrique Occidentale sous domination coloniale française. Il fait le voyage de Paris pour rencontrer des gens comme Senghor, Sourou Apithy, Lamine Gueye, Houphouët-Boigny. Avec eux, il a de longs entretiens et, ensemble, ils projettent « entre autres, la création d'un Mouvement en vue d'établir l'Union des Républiques Socialistes d'Afrique Occidentale » (op.cité, pp. 69-70).

Or, c'est précisément en 1946 que Houphouët-Boigny et d'autres leaders politiques des colonies françaises d'Afrique Noire réunissent un congrès à Bamako, pour fonder un mouvement à vocation indépendantiste : le **Rassemblement Démocratique Africain (RDA)**. La question peut donc se poser s'il n'y avait pas, déjà, un double langage de certains protagonistes, et aujourd'hui, avec les faits vécus, cette question semble devoir recevoir une réponse fondée, comme nous allons le voir.

### **Le Congrès du RDA à Bamako en 1946 et son orientation**

Ce congrès qui rassemble des militants anti-colonialistes venus de la quasi-totalité des colonies françaises en Afrique au sud du Sahara, adopte une ligne résolument anti-colonialiste et se prononce pour la lutte pour l'indépendance. Il élit à la présidence l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny, qui jouit alors d'une bonne popularité à cause de sa pugnacité dans les syndicats de planteurs indigènes contre les menées des colons qui, par exemple, essayaient de se faire octroyer le monopole de l'utilisation des ouvriers agricoles, mettant ainsi les planteurs africains riches en difficulté.

Le RDA, organisé en Sections Territoriales (PDCI-RDA, PDG-RDA, USRDA, respectivement en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali, etc..., l'UPC au Cameroun était la Section Kamerunaise du RDA), était dirigé par un Comité de Coordination comprenant des dirigeants des divers pays. Au congrès du RDA de 1949, Ruben Um Nyobe, Secrétaire Général de l'UPC, sera élu Vice-Président du RDA. Le Rassemblement apporte le soutien de tous les militants africains à chacune des Sections. L'UPC en bénéficiera jusqu'en 1950, quand Houphouët, ayant annoncé son fameux « *repli tactique* », sera sèchement contré par Um Nyobé et la Direction de l'UPC. C'est ce qui fait dire et écrire, en 1974, à Cheick Anta DIOP, la chose suivante :

« C'est en février 1952, alors que j'étais Secrétaire Général des Etudiants du RDA, que nous avons posé le problème de l'indépendance politique du Continent Noir et celui de la création d'un futur état fédéral. (...) Il est certain qu'à l'époque, les députés malgaches et le leader camerounais Ruben Um Nyobe mis à part, aucun homme politique africain francophone n'osait parler d'indépendance, de culture, oui de culture et de nations africaines. Les déclarations qui ont cours aujourd'hui à ce sujet, frisent l'imposture et sont, pour le moins,

*des contre-vérité flagrantes*». (C. A. Diop : *Les fondements économiques et culturels d'un Etat fédéral d'Afrique Noire* ; Présence africaine, Paris, 1974, page 6)

La chose est tellement vraie, qu'Houphouët la reconnaît et en même temps avoue implicitement à sa manière, son virage, mais seulement en 1957.

En effet, dans son n° daté 4 Octobre 1957, le quotidien libéral-négrier français *Le Monde* publie une interview accordée par Houphouët au journaliste André Blanchet. Il y déclare notamment ce qui suit :

*« Au congrès de Bamako en 1946, la thèse de l'autonomie, c'est-à-dire en fait de l'indépendance avait prévalu contre la mienne. Mais on voulait que je sois Président du Mouvement. Comme je me refusais à accepter des fonctions qui m'auraient obligé à faire appliquer des décisions que je n'approuvais pas, on rouvrit le débat, ma motion l'emporta de justesse et je pus prendre la présidence (...) Et c'est ainsi qu'au lieu du combat pour l'indépendance, nous choisîmes l'adhésion à la Communauté Française. Ma satisfaction, aujourd'hui, c'est que cette thèse, non seulement reste celle de tout le RDA, mais soit aussi devenue celle de tous les autres partis africains. »*

Il n'est donc aucunement surprenant que Houphouët et ses amis politiques dans d'autres pays africains aient été farouchement opposés à toutes les thèses fondamentales de Kwame Nkrumah. Le 28 Avril 1956, Houphouët, avant l'interview citée ci-dessus, avait déjà déclaré, dans un meeting public à Abidjan : *« Aucun problème national ne se pose en Afrique Noire »* (cité par J. Ndong Obiang , dans *L'OUA et la lutte pour l'indépendance*, mémoire de DES de science politique, Paris, 1972, page 39).

Et le 11 novembre 1957, commémorant sans doute à sa manière la victoire de 1918 de « son pays » sur l'Allemagne, il précisait que la lutte pour l'indépendance était, ni plus ni moins, *« ...cet esprit de vengeance qui s'est exprimé à Bandoung contre les anciens peuples colonisateurs. »* (interview à André Blanchet, dans *Le Monde*, 11 novembre 1957).

Ainsi, quiconque est contre l'indépendance est aussi, quasi automatiquement, contre l'unité africaine telle qu'elle est conçue par les patriotes et l'ensemble des peuples africains à travers tout le Continent. Et réciproquement, ceux qui s'opposent à l'unité africaine véritable, sont en réalité aussi contre l'indépendance.

### **Solidarité effective au Kamerun et ailleurs, radicaux et modérés**

Dès sa naissance en avril 1948, l'Union des Populations du Cameroun (UPC) se positionne clairement comme une organisation anti-colonialiste, luttant pour l'indépendance d'ailleurs prévue dans l'Accord de Tutelle signée dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies (ONU), puisque le Kamerun est pays sous tutelle comme les autres pays classés anciennes colonies allemandes. L'UPC pose rapidement que le pays doit pouvoir obtenir son indépendance dans un délai de dix (10) ans à compter de 1946, ce qui, du point de vue de l'UPC, fixe la fin du régime de tutelle en 1956.

En même temps, l'UPC inscrit rapidement son action dans le cadre de la lutte globale des Peuples Africains contre la domination coloniale et impérialiste. Autrement dit, pour l'UPC, la lutte pour l'indépendance du Kamerun est intimement liée à la lutte des autres peuples africains, donc aux thèses du Panafricanisme. Une délégation kamerunaise avait d'ailleurs participé au congrès fondateur du RDA à Bamako en 1946, alors même que l'UPC n'était pas

encore créée. Cette orientation panafricaine ne fera que s'approfondir au fil des ans à partir de 1948 et, comme signalé plus haut, l'UPC devient rapidement la Section Kamerunaise du RDA. Quand elle demande sa légalisation en avril-mai 1948, l'administration coloniale au Kamerun traîne les pieds, prend tout son temps. Et il faut une intervention énergique du député RDA -Côte d'Ivoire Ouezzin Coulibaly au ministère des colonies à Paris, pour que le récépissé valant acte de reconnaissance légale soit délivré à Douala par l'administration coloniale.

C'est fort de cette orientation approuvée par les masses populaires africaines que Um Nyobé et la Direction de l'UPC rejettent le « repli tactique » de Houphouët et ses amis à partir de 1950, pour continuer dans la voie de la lutte pour l'indépendance.

Cette fermeté de l'UPC lui vaut une haine farouche des colonialistes qui engagent alors une politique dite « *des oppositions africaines* ». Celle-ci consiste à monter des kamerunais contre l'UPC et sa politique. C'est en fait le début des manœuvres pour créer ce qu'on appellera plus tard « les modérés » aussi bien à l'intérieur de chaque pays africain qu'au plan continental. Alors on se trouve devant un « *double nationalisme africain* » : le véritable nationalisme africain qu'on appellera de plus en plus le nationalisme radical, et l'autre, frelaté qu'on appellera le nationalisme modéré, pour lui donner une couleur respectable aux yeux des populations mais en vain.

Au Congo, rien n'interdit de considérer que le MNC et Patrice Lumumba représentent le nationalisme africain radical, et que des gens comme Kasavubu, Tschombé, Kalonji et autres, représentent le nationalisme africain frelaté dit « modéré ».

La curiosité, pour autant qu'on puisse s'exprimer ainsi, c'est que face aux thèses du Panafricanisme et de l'unité africaine, les deux courants se positionnent aussi clairement : les modérés sont pour un émiettement de l'Afrique, pour transformer les mini-pays sortis de la colonisation en micro-pays facilement manipulables par l'impérialisme étranger, maintenant ainsi l'Afrique sous la domination et l'oppression ; les chefs du courant modéré ont un objectif qui est que chacun ait sa petite république qui est en fait une chefferie traditionnelle qu'il dirigera à sa guise avec ses amis ; et c'est au Congo que cette thèse s'exprime sans doute avec le maximum de clarté, avec le groupe de Tschombé, mais aussi ceux de Kalonji au Kasai et aussi l'Abako de Joseph Kasavubu chez les bakongo. Au contraire, les nationalistes africains véritables dits radicaux, sont pour la marche rapide vers le regroupement de toute l'Afrique, vers l'unité africaine réelle c'est-à-dire incluant l'unité politique ; ils disent que cette voie est la seule qui puisse permettre à l'Afrique de créer la force et l'espace économique qui conduiront à une marche en avant rapide pouvant satisfaire les immenses besoins légitimes des peuples africains : c'est la voie de Lumumba et ses partisans au sein du Mouvement National Congolais (MNC). Rapidement, les nationalistes radicaux comprennent et soutiennent qu'aucun des mini-pays sortant de la domination coloniale directe ne pourra réussir seul quelque soit son statut, sa grandeur, sa population. Les modérés ne veulent rien entendre de tel, et tout se passe comme s'ils sont actionnés par ceux qui ont intérêt à ce que la domination étrangère sur l'Afrique se poursuive indéfiniment. Et ils bénéficient constamment du soutien multiforme des forces impérialistes.

Cette politique coloniale des oppositions africaines se manifeste aussi par exemple dans l'utilisation de soldats de tel pays pour aller combattre les nationalistes dans tel autre pays quand ces derniers ont dû prendre les armes : cas de soldats ghanéens transportés sous commandement britannique contre les troupes kényanes de la *Land and Freedom Army*

commandées par le Field Marshal Didan Kimathi , plus connues sous l'appellation de *Mau Mau* ; cas de soldats pris au Tchad, au Congo Brazzaville, sous commandement français pour aller combattre les troupes de la guérilla kamerunaise de l'UPC. Dans le cas du Kenya, il s'agissait pour les colonialistes anglais, d'isoler le nationalisme radical incarné par Kimathi , afin d'aboutir à un compromis avec les modérés représentés par Jomo Kenyatta. Et c'est ce qui advint après l'assassinat du commandant en chef de l'armée nationaliste. Dans le cas du Kamerun, les soldats africains mercenaires participèrent à la traque de Um Nyobé jusqu'à ce qu'on le trahisse et qu'il soit arrêté et assassiné le 13 septembre 1958. Dans d'autres pays, la lutte contre le nationalisme africain radical a revêtu des formes parfois spécifiques, mais elle a été la même dans le contenu : assassinat d'Eduardo Mondlane au Mozambique, suivi plus tard par celui de Samora Machel ; assassinat d'Amilcar Cabral en Guinée-Bissau-Cap Vert, qui n'a pas été sans effet sur la transformation de ce mini-pays en deux micro-pays ; assassinat de Barthélémy Boganda en Oubangui-Chari (plus tard RCA) pour avoir suggéré qu'on pourrait peut-être penser à faire des Etats-Unis d'Afrique Centrale....

Pendant ce temps de lutte anti-colonialiste, la coordination dans les pays sous domination française ne fut pas le seul cas. En effet, rapidement aussi, dès qu'ils furent en état de se rencontrer, les nationalistes radicaux créèrent le Comité des Organisations Nationalistes des Colonies Portugaises (CONCP), qui regroupait le MPLA (Angola), le FRELIMO (Mozambique), le PAIGCV (Guinée Bissau-Cap vert) notamment. Même si la collaboration des nationalistes dans les colonies anglaises ne prenait pas la forme organisée comme le RDA ou le CONCP, elle n'en existait pas moins sur le terrain des luttes. En Afrique du Nord, la solidarité arabo-musulmane jouait aussi largement et, à partir de 1955-56, le Maroc et la Tunisie indépendants apportaient aux nationalistes algériens un précieux soutien, tout comme le faisait l'Egypte dirigée par Gamal Abdel Nasser.

### **Le souffle nouveau à partir de 1957 : l'indépendance du Ghana et Kwame Nkrumah**

Au mois de mars 1957, avec le retour de la Gold Coast à l'indépendance sous le nom mythique de Ghana et sous la direction de Kwame Nkrumah, c'est un souffle nouveau qui passe sur la scène africaine, à la fois pour les luttes nationalistes et le combat pour l'unité africaine et le triomphe des idées historiques du Panafricanisme.

Le Président Nkrumah était évidemment conscient que la double position qu'il était obligé d'assumer désormais, à la fois chef d'un état indépendant soumis malgré lui à des contraintes diplomatiques et, en même temps, militant engagé du Panafricanisme et de l'indépendance de l'Afrique, ce double statut donc, lui faisait désormais obligation d'être présent sur deux tableaux. Il ne pouvait pas renoncer à ses convictions profondes avec le second aspect, et il ne pouvait pas totalement échapper à ses fonctions de chef d'état.

Dès le mois d'avril 1958, il organisa à Accra le premier sommet des Etats indépendants d'Afrique, qui ne fut pas enthousiaste totalement pour adopter des positions radicales sur la lutte anti-colonialiste. Aussi, il réunit du 5 au 13 décembre de la même année, la première Conférence des Peuples Africains (*All African Peoples' Conference*). Cette dernière regroupait uniquement les organisations anti-colonialistes du continent, en lutte pour obtenir l'indépendance. Là, non seulement les délégués algériens « furent chaleureusement applaudis », mais encore, « le Kamerun et l'Algérie furent l'objet de résolutions spéciales ».

C'est à l'occasion de cette conférence des peuples à Accra, en décembre 1958, que Patrice Emery Lumumba rencontre Félix Roland Moumié pour la première fois. Lumumba est

Président du Mouvement National Congolais (MNC), tandis que Moumié est Président de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) qui est unanimement considérée comme l'incarnation du mouvement national kamerunais. Depuis l'assassinat, en septembre de cette même année 1958, de Ruben Um Nyobe, qui était Secrétaire Général de l'UPC et leader suprême incontesté, Moumié est devenu le chef suprême de l'UPC. Lumumba et Moumié ont en gros le même âge (nés l'un comme l'autre en 1925), des tempéraments très proches, l'un et l'autre bouillants, dynamiques, intrépides et déterminés pour la défense de l'Afrique, même esprit de sacrifice pour les peuples africains.

Ils décident donc immédiatement d'engager et de développer une collaboration multiforme, militante et fraternelle entre le MNC et l'UPC, notamment en utilisant les structures mises en place par la Conférence de décembre 1958 (entre autres le Secrétariat Permanent à Accra). Dès ce moment, Lumumba est enthousiasmé par l'idée que le Kamerun sera bientôt indépendant (même les colonialistes français viennent de l'admettre certes du bout des lèvres) ; ce qui le pousse à suivre de très près ce qui se passe au pays de l'UPC, toutes les étapes du processus de décolonisation de ce pays. En particulier, alors même qu'il est désormais très absorbé par la situation congolaise, il suit pratiquement comme le font les principaux dirigeants de l'UPC, la préparation, le déroulement et la conclusion infâme de la session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU en février-mars 1959 consacrée à la question kamerunaise. Moumié attire constamment son attention sur les mauvais coups que les impérialistes ne cessent de monter contre l'indépendance, visant à dévier la lutte anti-colonialiste de ses objectifs réels.

Dès la fin de la session spéciale de l'Assemblée Générale de l'ONU qui fixe au 1<sup>er</sup> janvier 1960 l'accession du Kamerun à l'indépendance, Lumumba déclare que le MNC ne reconnaîtra plus l'autorité de la Belgique sur le Congo à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1960. La répression redouble alors contre le MNC au Congo et contre l'UPC au Kamerun, laquelle UPC est depuis juillet 1955, réduite à la clandestinité en même temps que son organisation des femmes (UDEFEC), celle des jeunes (JDC), et les syndicats patriotiques (CGKT).

Les échanges permanents entre le MNC et l'UPC conduisent les deux organisations à harmoniser leurs positions sur l'idée d'une table ronde dans chacun des deux pays, que l'UPC et d'autres mouvements et personnes demandent au Kamerun depuis longtemps déjà, en vain, et que le MNC et d'autres obtiendront pour le Congo à Bruxelles, avec les belges. La collaboration s'intensifie pour préparer ensemble l'indépendance dans l'un et l'autre pays, puisque celle du Congo est fixée au 30 juin 1960, à l'issue de la Table Ronde de Bruxelles. A la demande de Lumumba, la Direction de l'UPC décide de mettre à la disposition du MNC et du Congo, un certain nombre de militants et cadres de l'UPC qui terminent leurs études supérieures à l'étranger. Lumumba propose que la radio de Léopoldville (nom d'alors de Kinshasa) mette des plages horaires à la disposition de l'UPC. Moumié sera un conseiller spécial de Lumumba comme il l'est déjà pour Sékou Touré en Guinée, et pour Kwame Nkrumah. Dès juillet 1960, Moumié peut pratiquement habiter à Léo. Quand les colonialistes avec la complicité de l'ONU proclament l'indépendance néo-coloniale le 1<sup>er</sup> janvier 1960 pour le Kamerun, contre la volonté de la majorité des kamerunais, l'idée d'un Gouvernement Provisoire Kamerunais en exil naît et, rapidement, Moumié et Lumumba n'ont aucun mal à s'entendre dessus, et ils s'accordent pour que Léopoldville abrite ce gouvernement ne serait-ce que pour l'adresse publique et officielle. Toute cette activité, qui suscite un courroux sans borne des colonialistes, explique pourquoi, quand, 3 mois après l'indépendance, il fait son coup d'état contre Lumumba, Mobutu déclare qu'il veut aussi arrêter Moumié pour l'envoyer en cadeau à son « *ami le Président Ahidjo* ». Mais Moumié, qui se trouvait au Congo lors du

putsch, réussit à sortir clandestinement du pays. Son projet criminel, Mobutu le réussira en envoyant Lumumba, Okito et Mpolo à ses amis Tschombé, Munongo et Nendaka au Katanga.

Moumié et Lumumba sont cependant désormais les cibles favorites des impérialistes. Mais avant qu'ils ne soient tous les deux assassinés à 35 ans, la Conférence d'Accra de décembre 1958 ouvre la voie à deux types de rencontres des forces *doublement nationalistes*. Car par la suite, les deux conférences (des Etats d'une part, des Peuples d'autre part) ne furent pratiquement jamais sur la même longueur d'onde : celle des Etats apparaissait plus proche du nationalisme frelaté et des modérés, tandis que celle des Peuples était plus représentative du nationalisme radical.

La 2<sup>e</sup> Conférence des Etats, réunie du 4 au 8 août 1959 à Monrovia connut des affrontements entre par exemple le Libéria modéré et la Guinée alors radicale. On eut du mal à reconnaître le GPRA (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne) ; et on se contenta d'une vague résolution demandant « *une trêve politique au Cameroun* ».

Quelques mois plus tard, en janvier 1960, se tint à Tunis la 2<sup>e</sup> Conférence des Peuples. A la fin de ses travaux, cette conférence désigna un Comité Directeur comprenant notamment Ahmed Boumendjel (FLN Algérie), Patrice Lumumba (MNC Congo) et Félix Roland Moumié (UPC Kamerun). La résolution spéciale sur l'Algérie demandait « *la reconnaissance du GPRA par tous les Etats Africains, la création d'un corps de volontaires, (...) le retrait des troupes noires engagées dans le conflit algérien par la République française.* » (voir Philippe Decraene : *Le Panafricanisme* », Que sais-je ? PUF, Paris, pages 53-54)

Rien d'étonnant alors, si les assassinats de Moumié et Lumumba furent rapidement programmés par les impérialistes peu après et mis à exécution à moins de trois mois d'intervalle (octobre 1960 pour Moumié, janvier 1961 pour Lumumba).

Après ce double meurtre, le sentiment général répandu est alors que le combat pour l'Afrique Unie, le combat pour les idées fondamentales du Panafricanisme, venait de recevoir coup sur coup deux attaques terribles qui, en fait, n'en faisaient qu'une seule. Le cynisme avec lequel les deux meurtres avaient été exécutés ne laissait aucun doute sur la détermination farouche des néocolonialistes en Afrique, contre les peuples africains. Tous les observateurs lucides et objectifs comprenaient clairement que « *le communisme et la guerre froide* » n'étaient que des prétextes fallacieux pour couvrir la vaste entreprise d'exploitation et d'oppression des peuples africains, qui date d'au moins la Traite des Nègres, donc de plusieurs siècles, et qui continue encore et toujours.

Il fallait donc opposer à cette politique impérialiste une détermination plus farouche encore. Ce qui exigeait que les organisations anti-colonialistes renforcent leur unité et l'unité de leurs combats. Ces organisations allaient désormais se trouver face à l'épreuve de l'unité africaine comme facteur déterminant fondamental de leurs luttes.

Au Caire, en mars 1961, à la 3<sup>e</sup> Conférence des Peuples, les délégués approuvèrent « *le recours à la force pour liquider l'impérialisme.* ». Puis ils prirent des résolutions militantes sur l'Algérie, le Kamerun, l'Union Sud-Africaine, le Congo, les colonies portugaises. *Le soutien apporté au GPRA fut total* », et l'on exigea « *le rappel de toutes les troupes françaises et anglaises stationnées au Kamerun* ». Ensuite, ils apportèrent le soutien de tous les peuples africains au gouvernement lumumbiste d'Antoine Gizenga installé alors à Stanleyville.

Pendant ce temps, les modérés s'organisaient patiemment, conseillés qu'ils étaient par les forces qui, depuis au moins la Traite des Nègres, ne voient l'Afrique qu'en termes de colonies. Et, à partir de 1961, s'ouvrit un vaste débat qui ne disait pas toujours clairement son nom, autour des questions capitales suivantes pour l'avenir de l'Afrique : (1) fallait-il ou non l'unité africaine ? (2) si oui, quel devait en être le contenu ? et (3), comment alors la réaliser ?

A ces questions, les modérés répondaient : oui bien sûr à la première ; des regroupements économiques régionaux et une certaine coopération entre états souverains aux frontières intangibles telles qu'elles étaient issues de la colonisation à la 2<sup>e</sup> ; une organisation des Etats indépendants à la 3<sup>e</sup>. Quant aux radicaux, un seul chef d'état avait des idées claires sur ces questions ; il s'appelait Osagyefo Kwame Nkrumah et était alors Président de la République du Ghana. Son idée centrale était qu'il fallait immédiatement réaliser une unité politique, via la formation des Etats-Unis d'Afrique, en formant sans tergiversations un gouvernement continental d'union qui ne se chargerait pas de tout, mais seulement de quelques domaines importants comme la défense, les relations extérieures, les grandes orientations économiques.

Il exposa ses idées dans un livre publié au milieu de 1963, et intitulé « *Africa must unite* », ou encore « *L'Afrique doit s'unir* » en français. De nombreux dirigeants intervinrent dans ce débat, qu'ils fussent au pouvoir ou non. Une nouvelle conférence des organisations nationalistes d'Afrique se réunit à Accra au Ghana, en mai 1962. L'UPC mit en garde contre le coup tordu qui se préparait, et qui consistait à convaincre tout le monde, radicaux et modérés, de se mettre ensemble. Personne ne l'écouta. Même le Président Nkrumah croyait possible une unité africaine dans le cadre que suggéraient les modérés et leurs conseillers occultes. Tout en continuant à soutenir les combattants qui luttèrent contre le colonialisme et désormais aussi contre le néo-colonialisme, il croyait en la possibilité d'une union véritable avec les modérés. Et c'est ainsi que naquit et se développa l'idée d'aller à une conférence panafricaine de tous les chefs d'états.

Dans le même temps, le Président Nkrumah ne négligeait aucune occasion de faire avancer le processus concret d'unification : il fit l'expérience d'une union Ghana-Guinée-Mali, comme premier noyau des Etats-Unis d'Afrique, vite réduite à Ghana-Guinée ; il signa avec Patrice Lumumba un accord secret qui consacrait l'union du Ghana et du Congo avec capitale à Léopoldville. Ce qui suggère fortement que le problème de Nkrumah n'était pas le pouvoir, comme le racontaient alors, et aujourd'hui encore, à gauche et à droite, ses détracteurs.

### **La création de l'OUA et sa signification profonde**

Le débat qui s'était déroulé dans toute l'Afrique depuis pratiquement 1960 sur *comment réaliser l'unité africaine et avec quel contenu*, trouva une sorte de conclusion provisoire au début de 1963, lorsque fut décidée la convocation unanime, par les chefs d'états, d'une conférence continentale, destinée à trouver une réponse à la question. Cette conférence se tint à Addis Abeba du 23 au 25 mai 1963. Au terme de trois jours de débats au cours desquels tous les chefs d'états avaient pu prendre la parole, Nkrumah se retrouva seul à défendre la nécessité immédiate d'un gouvernement continental d'union. Dans son discours à la fois pathétique et de portée historique, il mit tout le monde en garde en déclarant :

*« L'Unité Africaine est avant tout un royaume politique qu'on ne peut gagner que par des moyens politiques. Le développement économique et social de l'Afrique procèdera de cette réalisation politique ; l'inverse n'est pas vrai (...) A moins que nous ne réalisions l'Unité Africaine maintenant, nous qui siégeons ici aujourd'hui, seront les victimes et les martyrs du*

*néocolonialisme* » (voir « *Addis Abeba, Mai 1963, Conférence au sommet des Etats indépendants africains* », publié par Présence Africaine, Paris, 1964, page 46).

Même Julius Nyeréré, quasi unanimement respecté dans toute l'Afrique, lâcha Nkrumah, en se préoccupant avant tout de « sauver sa tête » lorsqu'il déclara : « *il ne sera pas écrit dans l'Histoire que, sans l'entêtement du Tanganyka et son refus de coopérer, la conférence d'Addis Abéba aurait été un succès* » (op.cité, page 225).

Au moment de décider, la question fut posée de savoir quel cadre on allait donc créer : les modérés proposèrent une Organisation des Etats Africains (OEA). Comme cela aurait donné en anglais « *Organization of African States* », en abrégé OAS, la délégation algérienne attira l'attention d'Ahmed Ben Bella sur le fait que cela conduirait à des difficultés en Algérie, où l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète), groupe terroriste clandestin au sein de l'armée française, opposé à l'indépendance de l'Algérie, posait encore des bombes aussi bien en France qu'en Algérie). Et c'est alors que l'on accepta presque malgré soi, le nom finalement retenu de *Organisation de l'Unité Africaine (OUA)*. Les modérés venaient de gagner une bataille importante. Leur proposition d'une OEA comme en Amérique, n'avait été rejetée que par une sorte de hasard, une sorte de miracle imprévu.

Le lecteur sera intéressé de savoir que Nyéréré, dont le ralliement à la thèse des regroupements économiques régionaux pour aller vers l'unité africaine avant de parler d'unité politique, avait donné quelque consistance à ce camp des modérés, revint sur la question près de 35 ans plus tard. En effet, le 6 mars 1997, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Ghana, Nyéréré, invité à Accra, déclara qu'au vu de tout ce qui s'était produit en Afrique depuis 1963, il pensait qu'il avait eu tort et que Nkrumah avait eu raison (voir June Milne : *Kwame Nkrumah , a biography*, Panaf Books, 2000, page 95). Malheureusement, les réhabilitations à titre posthume ou non, ne sont pas opératoires dans l'histoire de l'humanité et, en tous cas, on est passé à autre chose, avec ici, plus d'un demi siècle de perdu pour les peuples africains

La chose d'une gravité extrême à laquelle nous avons assisté avec la naissance de l'OUA, c'est la confiscation politique du Panafricanisme par des chefs d'états qui firent de leur OCEA (Organisation des Chefs d'Etats Africains) un véritable syndicat de chefs d'états.

Mais ce n'est pas tout. Car les quelques radicaux qui existaient en 1963 ont été, ou bien renversés, Nkrumah le premier en février 1966 après Ben Bella en juillet 1965, ou bien transformés en une variante de progressistes curieux, pris comme dans un piège infernal auquel ils ne semblaient plus eux-mêmes comprendre grand' chose. On en est arrivé à une « *coopération d'état à état* » entre les régimes progressistes de 1958-63 et des régimes fièrement néocoloniaux dès le départ, y compris dans le domaine policier, avec livraison de militants d'opposition politique. Et, évidemment, tout le monde a fini par s'aligner sur les volontés du néo-colonialisme. Même les fameux regroupements économiques annoncés n'ont pas survécu souvent à l'OUA, à la seule exception sans doute de l'UMOA qui d'ailleurs, n'existait pas en 1963. En Afrique Centrale, l'UDEAC a disparu, pour devenir la CEMAC qui suit la même voie. La zone de libre échange en Afrique de l'Est a certes continué, mais de quelle manière ? Alors, sans doute conscients de la débâcle, les modérés, restés seuls en tant que tendance politique sur la scène africaine, ont voulu rendre l'hommage du vice à la vertu. Et, en 1980, une méga-conférence de l'OUA à Lagos a accouché d'un monumental « *Plan de Lagos* », annonçant un « *Marché Commun Africain pour l'an 2000* ». Aujourd'hui, en 2010, on attend toujours ce monumental Marché Commun, trente ans après qu'il ait été annoncé en

grande pompe, comme si l'on avait pensé que l'an 2000 ne serait jamais atteint au point que, au Kamerun par exemple, le régime en place avait bruyamment promis « *l'éducation pour tous en l'an 2000* », puis « *santé pour tous en l'an 2000* », etc, etc.

Plus encore, l'on a assisté, sous l'OUA, à la naissance et au développement ahurissant du système imposé du parti unique à travers tout le continent, parfois sous le prétexte que cela permettait « *la construction nationale, à partir de la multitude de tribus qui autrement se mettraient à se battre sans cesse les unes contre les autres* » ; ou alors parce que la démocratie et le multipartisme n'étaient que « *des idéologies importées contraires aux cultures africaines* ». En même temps, se sont succédés des coups d'états comme si le phénomène relevait d'une sorte de main invisible qui voulait apprendre quelque chose de spécial à l'Afrique entière, pendant que l'OUA, pusillanime comme il n'est pas permis, clamait ne pas tolérer des prises de pouvoir par la force, pour avaliser les putschs aussi scandaleux les uns que les autres, ponctués d'assassinats politiques souvent crapuleux.

Puis a commencé à émerger l'époque de la corruption triomphante et arrogante, à la fois mère et fille des détournements sans vergogne des fonds publics par de petites cliques qui se construisaient en deux temps trois mouvements des fortunes colossales dans une totale impunité, comme si les systèmes néo-coloniaux en place étaient arrivés en fin de parcours, le tout sans que « *la communauté internationale* » s'émeuve le moins du monde de « *ces histoires de nègres* » ni même qu'elle se sente vraiment concernée par tout cela.

Quant à ce qui aurait dû être une des premières préoccupations de l'OUA, à savoir la libération des pays africains qui, longtemps après 1963 et sa fondation, subissaient encore le joug colonial, afin de poursuivre la construction de l'unité africaine, l'OUA a étalé au grand jour son incapacité à faire avancer réellement ce dossier, comme l'ont clairement montré les cas de la Rhodésie (devenu plus tard le Zimbabwe indépendant), le Sahara Occidental, et d'autres encore.

La signification profonde de l'OUA, c'était d'abord que la petite bourgeoisie nationaliste des années de lutte contre le colonialisme, arrivée au pouvoir par la suite, subissait une sorte de transformation socio-politique spéciale qui la poussait dans les bras de la bourgeoisie impérialiste pour continuer la même politique d'oppression et d'exploitation des peuples africains. Ce faisant, cette petite bourgeoisie trahissait totalement les peuples dont elle reniait désormais la cause, devenant une bourgeoisie compradore pillant le pays en complicité active avec les néo-colonialistes étrangers. Mais en même temps, la faillite de l'OUA montrait avec une clarté sans fard, que dans l'étape en cours de l'évolution du monde, la bourgeoisie africaine était totalement incapable de conduire des processus de véritable libération des pays africains, de progrès social véritable et d'unité africaine authentique. C'est ce qu'un parti comme l'UPC au Kamerun avait perçu dès le milieu des années 1970, en résumant la situation dans le mot d'ordre : « *L'OUA a fait faillite ! Il faut une Panafricaine Révolutionnaire !* ».

Aussi, est-ce dans un profond soulagement général qu'en 2001, l'Afrique toute entière apprenait que l'OUA, prenant enfin conscience de sa propre faillite, mettait fin à une expérience qui, en 38 longues années, avait tourné à une ronde de sommets aussi inutiles que fastueux. Elle se faisait remplacer par une autre : **l'Union Africaine (UA)**.

Si en comparaison de l'OUA et de sa monumentale faillite, l'Union Africaine apparaît comme un pas dans la bonne direction, les peuples africains, forts justement de l'expérience de la défunte OUA, ne peuvent pas se permettre de prendre pour argent comptant les promesses

verbales des régimes promoteurs de la nouvelle union. Et ce, d'autant plus que les hommes et femmes qui servent à l'UA ont été formés au moule de l'OUA : un moule anti-unité africaine.

C'est la raison pour laquelle, pour sa part, dès le 30 juin 2001, le Comité Directeur de l'UPC adoptait un document intitulé « *Pour que l'Union Africaine relance vraiment le Panafricanisme, pour aller vers les Etats-Unis d'Afrique : 12 propositions de l'UPC* », document qui fut immédiatement adressé à tous les gouvernements des Etats africains sans exception. On ne peut pas dire que l'UA ait décidé d'entrer dans la voie suggérée dans ce document. De sorte qu'il est fort à craindre que l'UA risque aussi de subir le même sort que la défunte OUA, et, en terminant comme cette dernière, elle n'aurait une fois de plus, servi qu'à faire perdre un demi siècle supplémentaire à l'Afrique. Mais heureusement, l'expérience doit servir, et l'on est en droit de penser que les patriotes africains n'attendront pas 2040 pour faire le bilan de faillite de l'Union Africaine, si celle-ci tourne le dos à toutes les attentes des peuples africains qui durent depuis plusieurs décennies.

### **Quelles perspectives à l'heure actuelle pour le Panafricanisme, l'Indépendance véritable et l'unité Africaine ?**

Toute tentative sérieuse visant à dégager des perspectives à l'heure actuelle, doit tenir compte d'au moins deux choses essentielles qui sont : la profonde misère des peuples africains et le fait qu'ils ne peuvent plus accepter longtemps cette intolérable situation d'une part, et d'autre part, le contexte global de mondialisation capitaliste qui impose aux peuples d'être encore plus forts s'ils veulent survivre en restant maîtres de leur destin.

Aussi, la thèse centrale de ce que l'on doit appeler le Panafricanisme Révolutionnaire aujourd'hui, reste-t-elle et doit-elle rester celle qui affirme que l'Afrique doit s'unir, elle doit s'unir politiquement, pour former des Etats-Unis d'Afrique, avec un Gouvernement continental d'Union. Seule une Afrique ainsi unie constituera un espace suffisamment grand pour permettre d'engranger des moyens matériels et humains pour un développement économique et social, technique et culturel assez rapides pour éviter que la jeunesse africaine perde patience.

Le fait que les projections vers 2040 annoncent que la Chine deviendra probablement la première puissance mondiale devant les Etats-Unis d'Amérique suivis de l'Inde, doit nous faire sérieusement réfléchir en Afrique. Car sans doute la Chine aura entre 1,5 et 2 milliards d'habitants et l'Inde environ 1,5 milliard sinon plus. A l'heure actuelle, l'Afrique entière compte environ 1 milliard il est vrai handicapés pour beaucoup par la pandémie du sida. Mais nous devons regarder l'avenir en face et en tirer courageusement les leçons. Pour cela nous devons nous préparer et préparer la jeunesse africaine à une lutte opiniâtre, de longue haleine, une lutte de libération qui ait tiré toutes les leçons essentielles des 100 ans qui viennent de s'écouler et qui ont vu l'Afrique tomber pour longtemps sous la domination étrangère. Seule une telle lutte peut, en ayant pour objectif ce que dit la thèse centrale du Panafricanisme Révolutionnaire, ouvrir aussi la voie à une véritable Renaissance Africaine. Seul cela peut faire recouvrer sa vraie liberté et sa dignité à l'homme noir comme à l'homme africain en général.